



**Le Chef de l'Etat Burundais retire à l'OBUHA les travaux de construction des centres naisseurs de lapins**



Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des programmes Gouvernementaux, le Chef de l'Etat Burundais, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a entamé le lundi 18 mai 2025, une tournée visant le suivi du Programme "Centres naisseurs de lapins", l'un des projets jugés comme moteurs pour le développement rapide de l'élevage cunicole au Burundi. La première visite l'a conduit en Province Gitega avec les Ministres en charge des Infrastructures et de l'Elevage ainsi que de certains responsables de ces secteurs. Ils ont effectué une descente sur le chantier du Centre naisseur de lapins de Karusi. L'état des lieux au chantier a, pour le moins, déçu le Numéro Un burundais. En effet, avec plus de 2,3 milliards de francs déjà déboursés pour les travaux, aucun bâtiment n'est achevé! Ce que voyant, et soucieux de la bonne gestion des fonds publics dans la perspective de l'atteinte de la Vision du Burundi « pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 ». Le Chef de l'Etat a décidé, une

séance tenante, de retirer à l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction(OBUHA) le marché de construction de ce centre. Il a annoncé aussi qu'un audit technique et financier sera mené afin d'identifier les irrégularités à l'origine de cette situation.

Poursuivant sa tournée, Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est ensuite rendu sur un autre chantier de Centre naisseur de lapins situé sur la colline Mutobo, en zone Giheta, commune Gitega. Les travaux de ce site, actuellement en phase de finition, ont été réalisés pour un coût de 973 060 697 BIF, et cela en moins d'une année!

Le Numéro Un burundais a salué la qualité des travaux exécutés en délai record par le professionnalisme des ingénieurs et techniciens militaires en charge du chantier. Il a indiqué que cette même équipe poursuivra, désormais, les travaux de construction des centres naisseurs non achevés et précédemment confiés à l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction.

Le Chef de l'Etat a clôturé les activités de cette journée par une visite du Centre de Multiplication et de Sélection génétique de lapins de Kibimba, déjà opérationnel. **(Présidence)**

Dans cette Edition:

page

Le Chef de l'Etat Burundais retire à l'OBUHA les travaux de construction des centres naisseurs de lapins

1

Le Président Ndayishimiye encourage la nouvelle équipe de la SRDI à promouvoir le développement de la riziculture

2

Assemblée Nationale / Rapport de la BRB sur la conjoncture économique : la diversification d'exportations et la transformation locale préconisées comme les solutions idoines

2

Le Sénat approuve le nom d'un nouveau commissaire de la CENI

3

Le Burundi et la Belgique renforcent leur coopération diplomatique à travers l'Institut Egmont

3

Audience accordée par l'Ambassadeur du Burundi en Algérie au Nonce Apostolique

4

Chine-Burundi /Lancement officiel de la campagne «Marche vers la lumière» : environ 300 patients de la cataracte seront gratuitement

4

Communiqué de Presse N°05/2026 de la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres du Vendredi 22 mai 2026

8

## Le Président Ndayishimiye encourage la nouvelle équipe de la SRDI à promouvoir le développement de la riziculture



**L**e Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a dirigé le 21 mai 2026, une réunion de travail avec la nouvelle équipe dirigeante de la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI), dans les locaux de l'institution. Cette rencontre visait à définir les stratégies clés pour transformer le secteur rizicole. L'objectif de cette réunion est d'en faire non seulement une culture de rente, mais aussi une filière d'exportation majeure, capable de garantir la sécurité alimentaire et de générer les devises nécessaires au développement national.

Dans cette rencontre, le Chef de l'Etat a partagé ses orientations stratégiques avec la nouvelle direction, l'exhortant à répondre pleinement aux attentes de la population et à défendre les intérêts supérieurs du pays. Il a également rappelé que l'année 2026 est placée sous le signe de la promotion du patriotisme, un idéal qui doit guider les responsables de la SRDI à redoubler d'efforts dans l'encadrement des producteurs et l'expansion de la riziculture.

Le Président Ndayishimiye a insisté sur l'importance d'une gestion de proximité et une approche participative. Il a invité les dirigeants de la SRDI à rester à l'écoute des riziculteurs, prendre en compte leurs préoccupations réelles et fédérer l'ensemble des acteurs du secteur. Il leur a recommandé de s'impliquer davantage dans la supervision de la distribution équitable de l'eau dans les rizières, des fertilisants ainsi que la recherche des semences de riz à haut rendement et résistantes aux maladies, dans le but d'accroître la production nationale.

Le Chef de l'Etat a clôturé les activités de cette journée par une visite du Centre de Multiplication et de Sélection génétique de lapins de Kibimba, déjà opérationnel. **(Présidence)**

## Assemblée Nationale / Rapport de la BRB sur la conjoncture économique : la diversification d'exportations et la transformation locale préconisées comme les solutions idoines



**S**ous l'égide de son Président Très Honorable Daniel Gélase Ndadirabe, l'Assemblée Nationale du Burundi s'est réunie en séance plénière dans son Palais de Congrès de Kigobe, le lundi 18 mai 2026. L'objectif de cette séance était l'analyse et l'adoption des amendements du Sénat sur le projet de loi portant réorganisation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement liquide ainsi que la

présentation des rapports d'analyse portant rapport de la Banque de la République du Burundi (BRB) sur les indicateurs de conjoncture économique.

Lors de cette séance plénière, les élus du peuple ont analysé les amendements du Sénat sur le projet de loi portant sur la réorganisation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement liquide. Certains de ces amendements ont été adoptés. Ils ont aussi passé à la présentation du rapport de la Banque de la République du Burundi sur les indicateurs de conjoncture économique. Le rapport de la Banque de la République du Burundi sur les indicateurs de conjoncture au 30 septembre 2025 montre l'évolution des principaux indicateurs économiques dans les secteurs de la production, des prix, du commerce extérieur, des finances publiques, de la monnaie, des taux de change, des taux d'intérêts et du secteur bancaire. Cette évolution a été constatée en comparant la période de fin septembre 2024 à celle de fin septembre 2025. Le rapport indique que la production industrielle a légèrement augmenté, l'indice de production

ayant augmenté de 2% d'une année à l'autre. Cette augmentation a été tirée par les performances observées dans les industries alimentaires. Pourtant, en glissement annuel, le BIF s'est déprécié de 1,96% d'une année à l'autre, se fixant à USD/BIF 2. 954,55 à fin septembre 2025 alors qu'il était à USD/BIF 2. 897,82 à fin septembre 2024.

Au 30 septembre 2025, le rapport sur les indicateurs de conjoncture montre que la production aussi bien alimentaire qu'industrielle est en augmentation par rapport à la situation du 30 septembre 2024. Les apports du café et du thé sont remarquables. En vue de continuer à stimuler la production alimentaire et industrielle, les élus du peuple recommande au Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions de redoubler les efforts pour renforcer les capacités techniques et managériales de l'OTB l'Office du Burundi(OTB) et l'Office pour le développement du café (ODECA), afin de garantir des prix encourageants aux producteurs. Au terme de l'analyse du rap-

port de la Banque de la République du Burundi sur les principaux indicateurs de conjoncture économique à fin novembre 2025, les élus du peuple ont constaté que la production industrielle a baissé, l'inflation globale a diminué, le déficit de la balance commerciale s'est accentué, le taux de change du Franc Burundi s'est déprécié et le déficit de la balance commerciale s'est fortement accentué. Comparativement à l'exercice précédent, les finances publiques ont connu une augmentation tant en recettes qu'en dépenses et une dette publique s'est accrue. Par rapport à ce rapport, les députés suggèrent de renforcer la production nationale, en particulier dans les filières stratégiques (café, thé, industrie), accélérer la diversification des exportations et promouvoir la transformation locale; maîtriser les dépenses publiques et limiter le recours à l'endettement intérieur ainsi que de stabiliser le cadre macroéconomique, notamment à travers une gestion rigoureuse des réserves de change et du taux de change. **(Le Renouveau)**

### Le Sénat approuve le nom d'un nouveau commissaire de la CENI

**E**n séance plénière dirigée par le Président du Sénat, Très Honorable Gervais Ndirakobuca le mardi 19 mai 2026, au Palais des Congrès de Gitega, les Sénateurs ont approuvé à l'unanimité le nom Thierry Kitamoya proposé par le Chef de l'Etat du Burundi pour occuper le poste du Commissaire chargé de la logistique électorale et des approvisionnements au sein de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Ce poste du Commissaire Chargé de la logistique électorale et des approvisionnements était occupé par feu Monsieur Gabby Bugaga avant qu'il soit chargé du Ministère de la Communication et des Médias. Ce nouveau commissaire de la CENI a occupé différents postes au sein du Ministère de la Communication



et des Médias notamment le poste d'Assistant du Ministre. **(Sénat)**

### Le Burundi et la Belgique renforcent leur coopération diplomatique à travers l'Institut Egmont



**L**e mardi 19 mai 2026, le Secrétaire Permanent en charge des Affaires étrangères au Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement (MAEIRCD), M. Sophonie Nitunga, a reçu en au-

dience M. Gabriel Monterrosa, Project Manager de l'Institut Egmont, accompagné par l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Burundi, M. Michael Wimmer.

Cette rencontre, placée sous le signe de la courtoisie, a permis d'aborder un projet majeur : les formations diplomatiques destinées aux jeunes cadres burundais. M. Monterrosa a indiqué que l'Institut Egmont a mis à disposition du Burundi un programme de formations structurées en quatre sessions. Toutefois, les modalités pratiques à savoir le choix des candidats, les modules de

formation et le calendrier devront être définies conjointement par la Direction sectorielle au Ministère et la partie belge dans une réunion qui sera organisée ultérieurement à cet effet.

Dans son intervention, M. Nitunga a exprimé sa reconnaissance envers l'Institut Egmont et l'Ambassade du Royaume de Belgique pour leur appui constant au renforcement des capacités du ministère. Il a encouragé l'Institut Egmont à multiplier ces initiatives et à élargir leur champ d'application, soulignant leur importance

stratégique pour le Burundi et pour son administration diplomatique.

Le Secrétaire permanent a conclu en réaffirmant l'engagement du Burundi à travailler en étroite collaboration avec l'Ambassade de Belgique afin d'assurer la réussite des projets et programmes communs.

Cette audience illustre la volonté partagée du Burundi et de la Belgique de consolider leur partenariat et de promouvoir une diplomatie moderne, ouverte et tournée vers l'avenir. (MAEIRCD)

### L'Ambassadeur et Déléguée Permanente du Burundi auprès de l'UNESCO participe à l'ouverture de la Semaine africaine de l'UNESCO

**L**e 19 mai 2026, l'Ambassadeur et Déléguée Permanente du Burundi auprès de l'UNESCO, Son Excellence Madame Spès -Caritas Njebarikanyu a participé à l'ouverture de la Semaine africaine de l'UNESCO. Cette activité s'est déroulée au siège de l'UNESCO à Paris sous le thème : « Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 ».

Le Burundi était à l'honneur grâce aux tambours du Burundi inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial Immatériel de l'UNESCO depuis 2014 jouer par le Club VUMERA. Un symbole vibrant de la richesse culturelle burundaise pendant l'ouverture de cette semaine africaine de l'UNESCO. (Ambassade du Burundi à Paris)



### Chine-Burundi /Lancement officiel de la campagne «Marche vers la lumière» : environ 300 patients de la cataracte seront gratuitement traités



**S**ous le haut patronage de l'Office de la Première Dame pour le Développement du Burundi (OPDD), l'équipe médicale chinoise de la

province de Qinghai a procédé le mardi 19 mai 2026, dans le centre Lacan situé dans la province Bujumbura, commune Mukaza dans la zone Mukaza, au lancement officiel de la campagne «Marche vers la lumière». Pendant cette campagne de 21 jours, environ 300 patients de la cataracte sont gratuitement traités, dont 100 patients qui sont traités au centre Lacan et 200 patients qui sont traités dans l'hôpital Prince Régent Charles.

Le Secrétaire exécutif de l'OPDD, Madame Liliane Nkengurutse a fait savoir que la santé visuelle est un droit fondamental. Elle a indiqué que pour beaucoup de citoyens, la cataracte demeure une souffrance silencieuse qui prive des hommes et des femmes de leur dignité, de leur droit de vivre. Elle a précisé que perdre la vue, c'est perdre son indépendance, sa capacité à travailler, à prendre soin de sa famille et à participer pleinement à la vie

de la communauté. « C'est pour cette raison que la Première Dame que j'ai eu l'honneur de représenter aujourd'hui dans cette activité, a initié depuis 2019 une clinique mobile, un centre local qui a déjà touché plus de 2100 personnes opérées et guéries et d'autres milliers de personnes consultées ». Madame Nkengurutse a signalé que l'OPDD salue chaleureusement l'engagement de l'Ambassade de la République Populaire de Chine aux côtés du Burundi dans plusieurs domaines, particulièrement dans le domaine de la santé. Selon elle, cette coopération témoigne d'une amitié sincère et d'une volonté commune de promouvoir le bien-être des populations.

Le Secrétaire Permanent a.i au Ministère de la Santé Publique Dr Oscar Ntihabose a exprimé au nom du Ministère de la Santé Publique la profonde gratitude à la République populaire de Chine pour son appui constant au secteur de la santé au Burundi, ainsi que pour son engagement solidaire envers la population burundaise. « Cette campagne traduit de manière concrète l'excellence des relations d'amitié, de coopération et de fraternité qui unissent les deux pays depuis de longues années ». Il a également salué la Fondation Bon Action Umugiraneza de la Première Dame du Burundi, pour

son implication remarquable dans les actions humanitaires et sociales en faveur des populations vulnérables. « Son engagement dans le domaine de la santé constitue une contribution précieuse aux efforts du Gouvernement du Burundi visant à améliorer l'accès équitable aux soins de santé pour tous ». Dr Ntihabose a signalé que le projet « Marche vers la lumière », a été signé le 22 janvier 2026 entre la commission nationale de santé de la République populaire de Chine et le Ministère de la Santé publique du Burundi. L'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Burundi Madame Zhu Kewei a rappelé qu'il s'agit de la troisième édition, et que lors des deux éditions précédentes, plus de 400 patients burundais ont retrouvé la vue. Elle a ajouté que cette année, on a prévu de soigner 300 patients en trois semaines. Madame Kewei a exprimé ses sincères remerciements à la Première Dame de la République du Burundi pour son engagement constant en faveur de la santé pour tous ». Elle a conclu en signalant que les experts chinois vont, non seulement réaliser des opérations chirurgicales, mais aussi partager des expériences avec leurs homologues burundais en vue de renforcement des capacités des établissements sanitaires locaux. **(Le Renouveau)**

## Forum régional des relations publiques : vers la création de l'association des relations publiques au Burundi

**D**u 20 au 23 mai 2026, le Burundi a accueilli le forum des praticiens des relations publiques des pays de la Communauté Est-Africaine (CEA). Ce forum constitue une occasion de partager d'expériences et de bonnes pratiques de la profession. A l'issue de cette rencontre régionale, une feuille de route a été élaborée en vue de la création de l'association des relations publiques au Burundi. L'événement est sous la coordination de l'Association des relations publiques d'Afrique de l'Est (EAPRA).

Le Secrétaire Permanent au Ministère de la Communication et des Medias Monsieur Pierre Miburo dans son discours d'ouverture a indiqué que cette première édition du forum des relations publiques au Burundi illustre parfaitement la volonté commune de renforcer les capacités des praticiens des relations publiques et promouvoir les standards, éthiques de cette profession dans la région. Ce forum est placé sous le thème : « Construire la profession des relations publiques : normes, éthique et feuille de route des relations publiques au Burundi ». Monsieur Miburo a précisé que l'organisation de ce forum présente une occasion estimable de partage d'idées ; de meilleures pratiques et



de stratégies innovantes visant à renforcer la profession des relations publiques. Il a souligné que l'organisation de ce forum rappelle l'importance de cette profession dans la construction d'une image positive des institutions, du pays et de la région ; tout en mettant en avant les valeurs, les cultures et les aspirations communes. De son côté, le Président de l'Association des relations publiques d'Afrique de l'Est, Monsieur Stephen Mwanga, ancien Président de l'Association des relations publiques en Ouganda, a fait savoir que l'EAPRA a pour mission de veiller à ce que chaque pays dispose d'une association des relations publiques structurée. Il a indiqué que

l'objectif de cet événement est qu'à l'issue de ce forum, une association nationale des relations publiques soit créée au Burundi. Il a ajouté qu'afin de soutenir les activités de la CAE, on doit travailler ensemble en tant qu'équipe organisée de professionnels de la CAE pour avoir une association de relations publiques qui rassemble tous les professionnels et communicants burundais. Le Directeur Général de la Communication et des Médias, Monsieur Oscar Nzohabonayo, a fait remarquer que, même s'il y a des cellules de communication et des chargés des relations publiques dans différentes institutions, le Burundi n'avait pas encore atteint ce stade d'avoir un cadre de coordination, alors que ces

derniers sont les premiers à porter loin l'image de leurs institutions respectives ou l'image de marque du Burundi. Cette association contribuera énormément à faire connaître l'image de marque du Burundi, ses institutions et surtout des atouts dont regorge le pays. Cet événement régional a réuni les professionnels des relations publiques venus des pays de la CEA dont la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya et les Burundais constitués principalement des porte-paroles des institutions publiques et privées et bien d'autres. Pour la première journée, les échanges ont tourné autour des thématiques liées à l'état des relations publiques modernes et stratégiques qui influencent l'agenda politique ainsi qu'aux médias sociaux et la gestion de l'opinion publique. **(Le Renouveau)**

### Atelier d'échange et de plaidoyer pour la protection de l'environnement à Butanyerera: l'efficacité et l'équité des politiques locales sont à renforcer



**L**a Province de Butanyerera en collaboration avec l'Organisation « We Social Mouvement », a organisé le mardi 18 mai 2026, un atelier de deux(2) jours d'échange et de plaidoyer dédié à la protection de l'environnement, à la résilience climatique et à l'inclusion du genre dans les politiques locales. L'objectif de l'atelier est de renforcer l'efficacité et l'équité des politiques locales, de protection de l'environnement et de résilience climatique en favorisant un dialogue structuré et en promouvant l'intégration transversale du genre et de l'inclusion sociale.

Dans son mot d'ouverture, le conseiller du Gouverneur de la Province de Butanyerera chargé des affaires juridiques et politiques Monsieur Cyriaque Nikoyagize, a souligné que cet atelier constitue un cadre privilégié d'échanger, de réflexion et de concertation entre les différents acteurs. Il permettra, selon lui, d'analyser les réalités locales, de partager les expériences et bonnes pratiques existantes mais également de formuler des recommandations susceptibles de renforcer les politiques locales de protection de l'environnement et de

promotion de la résilience climatique inclusive. Il a ajouté que l'atelier va contribuer à renforcer l'intégration du genre et de l'inclusion sociale dans les politiques et programmes locaux, promouvoir une gestion durable des ressources naturelles, améliorer les mécanismes communautaire de prévention et d'adaptation aux risques climatiques et encourager une participation effective de toutes les composantes de la société dans les processus décisionnels liés aux questions environnementales. Il a sollicité la synergie d'action afin de révéler ensemble les défis liés au changement climatique. Le Chargé Pays Rwanda -Burundi pour l'Organisation « We Social Mouvement », Monsieur Fulgence Ndayisariye a indiqué que l'atelier vise à renforcer l'efficacité et l'équité des politiques locales de protection de l'environnement et de résilience climatique en promouvant l'intégration transversale du genre et de l'inclusion sociale. Cet atelier vise aussi de sensibiliser et d'informer les parties prenantes sur le changement climatique et créer un espace de dialogue multi-acteurs pour échanger sur de bonnes pratiques existantes en matière de gestion des risques de catastrophes et de prévention des violences basées sur le genre. Selon Monsieur Ndayisariye, cet atelier vise à analyser collectivement les tendances environnementales et de genre au niveau provincial afin d'identifier les vulnérabilités, les lacunes institutionnelles et les opportunités d'action.

De la part des participants, ils sont revenus sur les défis majeurs auxquels font face le secteur de l'environnement. Parmi ces défis, il y a les infrastructures qui ne respectent pas les normes environnementales, le manque de suivi des projets réalisés dans ce domaine ainsi que l'absence de lois répressives contre les auteurs de dégradation de l'environnement. Ils ont recommandé

le renforcement des campagnes de sensibilisation afin d'inciter la population à s'engager davantage dans la protection de l'environnement et à participer à la planta-

tion d'arbres fruitiers. Cette initiative contribuerait également à lutter contre les maladies liées à la malnutrition. **(Le Renouveau)**

## Les acteurs financiers invités à soutenir davantage les groupements d'épargne-crédit féminins



L'Organisation CARE Burundi a organisé le jeudi 21 mai 2026, à Bujumbura, une journée de réflexion consacrée à l'engagement du secteur privé pour appuyer la digitalisation et l'inclusion financière. Le spécialiste en autonomisation économique des femmes au sein de CARE Burundi Madame Nicocode Nkurunziza, a indiqué que cette activité visait à échanger sur les succès, les réalités, les opportunités ainsi que les actions à entreprendre afin de renforcer l'inclusion financière des groupements de femmes et des associations d'épargne-crédit de manière générale. Elle a fait savoir que depuis près de vingt ans, CARE Burundi travaille avec les groupements d'épargne-crédit. Selon elle, l'organisation collabore actuellement avec d'autres acteurs qui encadrent ces groupements, en synergie avec la Banque centrale qui a récemment mis en place une réglementation régissant ces associations d'épargne et de crédit.

Madame Nkurunziza a expliqué qu'au fur et à mesure de leur croissance, ces groupements ont besoin de produits financiers plus avancés que ceux disponibles au sein de leurs structures internes. Au départ, les groupements fonctionnent grâce aux cotisations des membres et octroient de petits crédits destinés aux activités génératrices de revenus. Mais à un certain moment, ils grandissent et ressentent le besoin d'être connectés à des institutions financières formelles capables de leur offrir des services financiers adaptés. Elle a ajouté que cette journée de réflexion a réuni différentes institutions financières, notamment des banques, des institutions de microfinance ainsi que des établisse-

ments de paiement, dans le but d'échanger et d'influencer ces acteurs du secteur privé à développer ou adapter des produits financiers répondant réellement aux besoins des femmes membres des groupements d'épargne-crédit.

Selon Madame Nkurunziza, cette rencontre a également constitué une occasion d'échanger sur les expériences positives déjà enregistrées dans la collaboration entre les femmes et les institutions financières, mais aussi sur les défis persistants. Elle a souligné que les échanges ont permis d'explorer les rôles des différents partenaires afin de promouvoir une collaboration et une synergie dans l'adaptation des produits financiers à cette catégorie de bénéficiaires. Elle a par ailleurs indiqué qu'une plateforme des acteurs d'encadrement des groupements d'épargne et de crédit, récemment reconnue par la Banque centrale, a également présenté ses activités et ses capacités, tout en exprimant son souhait de poursuivre la collaboration avec les institutions financières. Les femmes membres des groupements d'épargne-crédit ont, elles aussi, partagé leurs expériences avec les institutions financières présentes dans leurs localités. Certaines ont évoqué des succès enregistrés grâce à cette collaboration, tandis que d'autres ont soulevé différents défis rencontrés. Elle a enfin interpellé les institutions financières à travailler davantage sur l'innovation et l'adaptation des produits financiers afin de répondre efficacement aux besoins des femmes regroupées au sein des associations d'épargne et de crédit. **(ABP)**

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

---

## COMMUNIQUE DE PRESSE N°05/2026 DE LA REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 22 MAI 2026

Le Conseil des Ministres s'est réuni en séance extraordinaire, ce vendredi 22 mai 2026 à Bujumbura, Capitale Economique du Burundi, sous la présidence de son Excellence Monsieur le Président de la République, Général Major Evariste NDAYISHIMIYE.

Après la présentation et l'adoption de l'ordre du jour, Son Excellence Monsieur le Président de la République a invité le Premier Ministre à présenter la synthèse des observations issues de la réunion préparatoire du Conseil des Ministres qui avait eu lieu en dates du 19, du 20 et du 21 mai 2026 et qui était consacrée à l'analyse préalable du dossier unique inscrit à l'ordre du jour.

### Projet de loi portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'Exercice 2026-2027

Ce projet a été présenté par le Ministre des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique

Le Projet de budget pour l'Exercice 2026-2027 s'intègre dans une logique de budgétisation pluriannuelle et a été préparé sur base du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026/2027-2028/2029.

Il s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement révisé aligné lui-même à la Vision « *Burundi Pays Emergent en 2040, Pays Développé en 2060* ».

Le projet de budget pour l'Exercice 2026-2027 vise à soutenir la mise en œuvre des actions et politiques sectorielles susceptibles de favoriser une croissance forte et durable, et consolide les acquis de la réforme du budget-programme en cours d'implémentation depuis l'Exercice 2023-2024.

Il va permettre le renforcement de la mise en œuvre de la politique de décentralisation et de déconcentration des services publics en vue d'aboutir à une amélioration du niveau de vie de la population.

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

Il intègre ainsi une répartition des ressources de l'Etat au niveau central, provincial et communal pour apporter un appui prononcé au fonctionnement de l'administration locale. Ainsi, les projets de développement et activités des différents ministères pouvant être exécutés au niveau communal et provincial ont été ciblés et leur exécution a été confiée aux services déconcentrés et décentralisés pour mieux les opérationnaliser.

Dans cette perspective, les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) 2026-2027 intègrent les activités jugées prioritaires des Communes et des Provinces financées sur le budget général de l'Etat, les activités phares des différents ministères, ainsi que les activités retenues dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Stabilisation Macroéconomique 2025-2027.

Conformément à la loi relative aux finances publiques, la gestion des finances publiques s'applique à l'Etat, aux entreprises à participation publique, aux Communes et aux Projets financés par les partenaires au développement. Ainsi, les Plans de Travail et Budgets Annuels des communes, des hôpitaux, des entreprises à participation publique et des projets financés par les partenaires au développement ont été également élaborés et font partie intégrante du budget général de l'Etat.

2

Pour assurer la maîtrise des effectifs et de la masse salariale, les prévisions salariales de l'exercice 2026-2027 pour l'ensemble des ressources humaines de l'Etat ont été faites en tenant compte de l'inventaire des employés effectué sur base des affectations réelles conformément aux organigrammes des ministères et autres institutions étatiques.

Les prévisions budgétaires de l'Exercice 2026-2027 ont été établies sur base d'une prévision de croissance économique de 5,5% en 2026-2027 contre 4,7% en 2025/2026. Cette reprise de croissance est imputable aux mesures prises par le Gouvernement visant la relance de l'économie à travers la poursuite des grands programmes et projets dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement révisé tels que la généralisation et l'intensification de la production agricole irriguée, la poursuite de la diversification des produits d'exportation, la hausse progressive de la production des minerais, la construction du chemin de fer, etc.

## REPUBLIQUE DU BURUNDI



## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

Dans le projet de loi de finances pour l'Exercice 2026-2027, certaines dispositions de la loi en vigueur ont été modifiées tandis que d'autres ont été introduites pour renforcer le contrôle et la mobilisation des recettes ainsi que la maîtrise et l'efficacité des dépenses.

Dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale, de l'optimisation de la collecte et de la lutte contre la fraude fiscale, de nouvelles mesures ont été introduites.

Les recettes totales de l'Etat passent de 5 015,6 milliards de BIF du budget 2025-2026 révisé à 6 333,4 milliards de BIF pour le budget 2026-2027, soit une augmentation de 26,2%.

Les dépenses totales de l'Etat passent de 5 351,4 milliards de BIF pour 2025-2026 à 6 901,3 milliards de BIF pour l'exercice 2026-2027, soit un accroissement de 29%.

Le déficit global de la loi de finances 2026-2027 s'élève à 572,05 milliards de BIF contre 335,7 milliards de BIF en 2025-2026.

Après échange et débat, le projet de loi a été adopté avec entre autres recommandations de :

- 1) Dans le cadre de la déconcentration/décentralisation, doter les Provinces de frais de fonctionnement au lieu de les concentrer au niveau des Ministères ;
- 2) Décentraliser la Fonction Publique au niveau provincial ;
- 3) Réhabiliter les infrastructures publiques existantes avant de penser à construire de nouvelles ;
- 4) Embellir les espaces publics dans les villes et centres urbains ;
- 5) S'approvisionner directement chez les fabricants ou producteurs pour minimiser les coûts ;
- 6) Renforcer les mesures encourageant l'importation des véhicules électriques et fixer un délai au-delà duquel l'importation des véhicules à carburant sera interdite ;
- 7) Surtaxer l'alcool importé servant à la fabrication des boissons alcoolisées pour décourager la consommation de ces dernières ;
- 8) Finaliser la réhabilitation des terrains du Campus Kamenge et en faire un Centre de la Jeunesse Burundaise ;

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

---

---

- 9) Envisager de nouvelles stratégies pour augmenter les recettes budgétaires ;
- 10) Renforcer la discipline budgétaire
- 11) Procéder à l'apurement des arriérées de contribution du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine.

Fait à Gitega, 23 mai 2026

**Le Secrétaire Général de l'Etat**  
**Jérôme NIYONZIMA. –**



4

# Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

## Département de la Communica- tion

[www.mae.gov.bi](http://www.mae.gov.bi)

Twitter: @MAEBurundi